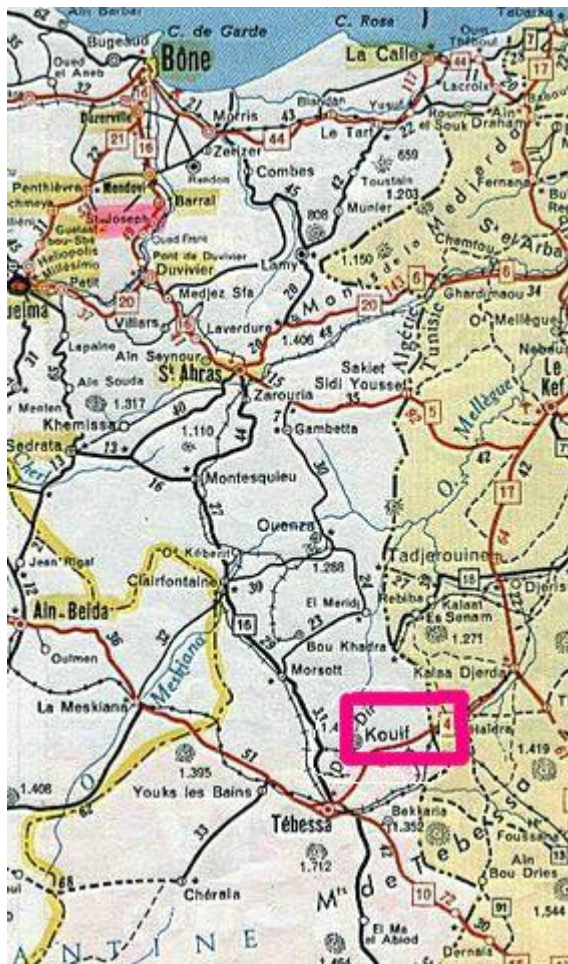


« NON au 19 Mars »

VOICI quelques articles de presse ou de contributeurs retenus à votre attention :

1/ La ville de LE KOUIF devenue à l'indépendance EL KOUIF

La ville minière du KOUIF est située au Nord Est de TEBESSA, proche de la frontière tunisienne et à 1089 mètres d'altitude.



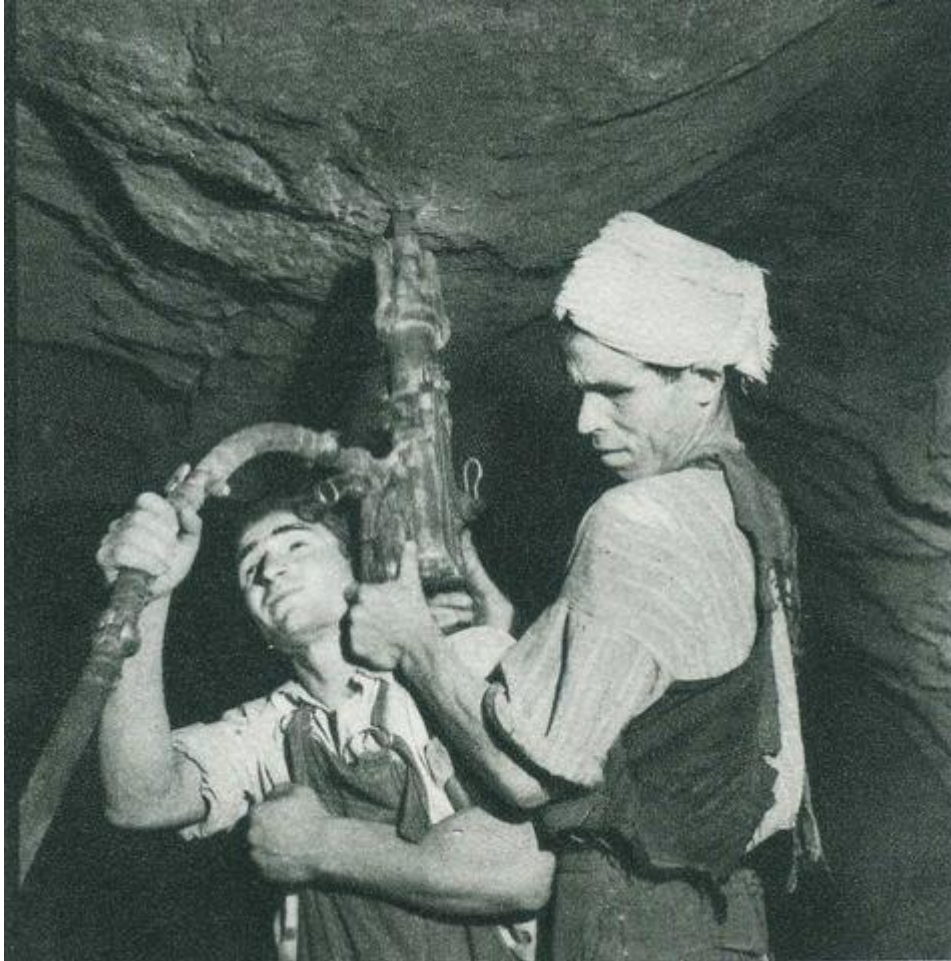
C'est en 1873 que Philippe THOMAS, vétérinaire militaire, découvrit des couches de phosphate près de RASS-EL-AJOUN au Sud Ouest de la Tunisie. Les échantillons collectés furent ensuite analysés par Adolphe CARNOT en Octobre 1885. Précédemment, l'ingénieur français Jules TISSOT avait découvert en 1878 le gisement de minerais de fer d'ANINI. Voici ce que Thomas écrit au sujet de Tissot dans ses mémoires :

« Pour mémoire et pour ne rien laisser dans l'ombre concernant la découverte des phosphates nord-africains, je dois ajouter que mon observation du niveau phosphatifère des monts FATAH fut portée par moi à la connaissance du savant et excellent ingénieur en chef des mines de Constantine J. TISSOT, que j'eus le plaisir de connaître pendant les années 1874 à 1880, lorsque je dirigeais le pénitencier agricole indigène d'AIN-EL-BEY. TISSOT vivait à la popote des Officiers du génie, à laquelle j'avais mon couvert mis toutes les fois que les affaires du pénitencier m'appelaient à Constantine. Nos marteaux de géologue eurent bientôt établi entre nous un amical trait d'union. Lorsque je lui fis part de mon observation de 1873, il manifesta une vive curiosité et s'écria que cela ne le surprenait point, qu'il avait toujours pensé que les marnes ou les calcaires du Suessonien devaient être phosphatifères, puisqu'ils produisent les meilleures terres à blé de sa province... »

Dès 1893 les mines de phosphate commenceront à être exploitées. Jérôme BERTAGNA qui avait obtenu le 20 Septembre 1894, la concession des gisements phosphatiers du Djebel KOUIF, avait presque aussitôt rétrocédé ses droits à un Anglais, Mr JACOBSEN, moyennant une redevance annuelle à son profit de 250.000 francs pendant une période de 18 années.

65 conseils généraux de France protestèrent contre la spoliation au profit des Anglais d'une richesse dont, selon eux, aurait dû bénéficier, seule, l'agriculture française.

En 1898 la production s'élevait à 41.348 tonnes de phosphate. C'est dans les années 1900 que les droits furent rachetés. La Société Anglaise sera francisée sous le nom de Compagnie des Phosphates de Constantine (C.P.C.). Cette compagnie, Société Anonyme au capital de 45.000.000 de francs fut constituée le 18 avril 1912 avec pour Directeur Général Mr Paul GINGEMBRE. Dès lors la production ne cessa d'augmenter d'année en année. Le minerai était acheminé au **port de Bône par chemin de fer à vapeur dès 1893.**



[Côte à Côte pour le même labeur...]

La ligne de chemin de fer fut définitivement électrifiée en 1932 de Bône à Souk-Ahras et en 1951 entre Souk-Ahras et Le Kouif. Ce **fut la première ligne électrifiée de toute l'Afrique du Nord.** L'extension de cette ligne fut entreprise dès 1955 pour relier TEBESSA au DJEBEL ONK. Les Français exploitèrent cette mine jusqu'en 1962, date à laquelle fut proclamée l'indépendance de l'Algérie.



Extrait des cahiers du centenaire :

« C'est dans le département de Constantine que se rencontrent les gisements, phosphatiers algériens. Un premier groupe est situé au Sud des Hauts-Plateaux, près de la frontière tunisienne, à proximité de Tébessa : ce sont les gisements du Djebel-Kouif, du Djebel Onk et du Djebel Dyr. Un second groupe se trouve au Nord des Hauts-Plateaux, de Bordj-bou-Arréridj, à l'Ouest, à Souk-Ahras, à l'Est, en passant par Sétif : Tocqueville, Bordj-R'dir, M'Zaïta, Djebel-Dekna. Quatre seulement de ces gisements sont en exploitation. Celui du Djebel-Dekna, qui fut le premier exploité, fut vite abandonné, car la teneur du phosphate en acide phosphorique était trop faible; ceux du Djebel Dyr ont cessé leur exploitation depuis 1912. Le Djebel-Onk n'est pas encore exploité, malgré son importance: on se heurte en effet à de grosses difficultés d'évacuation qui retardent sa mise en valeur.

Restent les gisements de M'Zaïta, de Tocqueville, de Bordj-R'dir et du Kouif. Le dernier est à beaucoup près le plus important: il occupe 3.000 ouvriers et, pour loger, dans la région désertique où il est situé, tout le personnel qu'il emploie, on a dû édifier une véritable ville, avec magasins, écoles, etc.... Sa production, qui atteint et dépasse parfois 700.000 tonnes par an, est en grande partie exportée par le port de Bône. »



Fig. 28. — L'EMBARQUEMENT DES PHOSPHATES AU PORT DE BONE
Terminus de la ligne ferrée Bône-Tébessa, ce port exporte annuellement
700.000 tonnes de phosphates et 800.000 tonnes de minéral de fer.

Durant toute cette période, et du fait de l'activité croissante de la mine, le village qui, dans les années 1920 n'était constitué que de quelques maisons ne cessa de se développer pour accueillir la main d'œuvre qui ne cessait d'affluer ainsi que les familles.



[Le vieux village du Kouif]

La C.P.C. procéda durant plusieurs années à de gigantesques investissements. C'est ainsi que prirent naissance des quartiers tels que :

- Le village de Constantine, le village El-Bey, le village Espagnol, le village de la gare pour loger les employés et mineurs européens,
- Le village Blanc, le village Kabyle, le Douar Ghorba, le Douar Fougha pour loger les employés et mineurs musulmans,

Le directeur et les cadres supérieurs occupaient des villas au centre du village du Kouif. Pour la vie quotidienne de tous les habitants :



[La maison du directeur de la mine]

- Des écoles primaires et secondaires,
- Une grande salle de fête avec cinéma,
- Une bibliothèque et une piscine,
- Un stade et de nombreuses infrastructures sportives (tennis, boules),
- Une brillante équipe de football, l'En-Vedette-Kouif (E.V.K.) qui remporta en 1949 le titre de champion départemental de première division,
- Une harmonie réputée dans tout le Pays !...
- Un hôtel restaurant, un café restaurant, un café maure,
- Une Chapelle et une Mosquée,
- Un éconamat pour tous les produits alimentaires,
- Une fabrique de pâtes alimentaires,
- Une boucherie-charcuterie,
- Une champignonnière,
- Une étable pour la production du lait,
- Un magasin de tous articles non-alimentaires (Galeries du Kouif),
- Plusieurs Souks,
- Un bureau de poste,
- Un bureau de tabac
- Un salon de coiffure,
- Une infirmerie avec bloc opératoire, cabinets dentaire et de radiologie,



[L'infirmerie – Hôpital]

-Des bains-maures (hammam),



[Les Bains]



[Hôtel]

- Une grande place de Marché,
- Une gare de voyageurs et de marchandises,
- Un aéroport (ligne Rass-el-Aïoun/Tébessa/Bône),
- Une station de pompage pour l'approvisionnement en eau



[Garde du Kouif de nos jours]

Pour l'exploitation et le traitement du minerai :

- Une centrale thermique qui alimentait les villages et la mine,
- Une usine de traitement et de conditionnement du phosphate,
- des bâtiments pour le tri de minerai,
- Une usine à oxygène liquide pour la préparation des explosifs,

- Un laboratoire d'analyses,
- Un réseau ferré qui reliait le fond de ma mine aux usines de traitement,
- Un bâtiment de compresseurs pour alimenter en air les galeries.

Et divers autres ateliers :

- Un garage automobiles,
- Un magasin de pièces détachées pour le matériel de la mine,
- Une forge,
- des ateliers de menuiserie et de mécanique,
- Un atelier de mécanographie,

Dans les années 1950-1955, la production annuelle de phosphate avoisinait les 1.200.000 tonnes.

Vivant en autarcie, avec ses infrastructures modernes, LE KOUIF intimement lié à l'exploitation de ses richesses, n'avait rien à envier aux villages miniers de la Métropole...

Lors de l'indépendance de 1962 et après 8 années de guerre et d'insécurité quotidienne, la grande majorité de la population européenne quitta le village. Beaucoup d'entre eux, n'ayant jamais vécu en France, se sont retrouvés disséminés dans toutes les régions de l'Hexagone, avec l'obligation de se reconstruire une nouvelle vie...

Synthèse établie grâce à de nombreux documents et en particulier Pieds-Noirs d'Hier et d'Aujourd'hui n° 158 de décembre 2007)

ET si vous souhaitez en savoir plus sur LE KOUIF, cliquez SVP, au choix, sur l'un de ces liens :

<http://www.youtube.com/watch?v=Q5WytUzsXao>

<http://www.piednoir.net/guelma/villes-villages/kouifmars08.html>

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geoca_0035-113x_1970_num_45_1_2660

<http://www.vitamedz.com/fr/Algerie/El-kouif/14499/Photos/1.html>

<http://www.images-et-cadres.fr/vmchk/regions/algerie-avant-1962/departement-de-constantine/mine-du-djebel-kouif.html>

2/ Historique d'un chemin de fer

La ligne **SOUK-AHRAS – TEBESSA** longue de 128 Km fut ouverte en **1888**.

Elle avait été construite dans un but strictement militaire, et personne ne se doutait à ce moment- là que, par le tonnage transporté, elle allait devenir la ligne la plus importante d'Algérie. Effectivement, dès 1893, les mines de phosphates du Kouif, au nord-est de Tébessa, commencent à être exploitées. La société anglaise concessionnaire de ces mines, qui sera plus tard francisée sous le nom de Compagnie des Phosphates de Constantine, construit une ligne à voie de 1 mètre allant du Kouif à Tébessa via Rhilane. Le gisement, très important, est exploité également de l'autre côté de la montagne et des embranchements miniers à voie étroite (voie de 60) aboutissent sur la ligne du Bône-Guelma au nord de Tébessa.

Dès le début du siècle, la ligne Souk-Ahras-Tébessa est engorgée, et ce d'autant plus que l'on découvre des gisements de fer très importants dans l'Ouenza et à Bou-Khadra. Le Bône - Guelma propose plusieurs solutions de grand central minier à voie normale sur des trajets complètement différents de l'ancienne ligne et ce dès le départ de Bône. Pour des raisons diverses, tous ces projets sont refusés à Paris. Le Bône - Guelma, désabusé, se tourne vers son réseau tunisien en délaissant son réseau algérien. Ce dernier est finalement nationalisé en 1915 et repris par les CFAE.

La solution retenue alors est très simple, il s'agit de mettre à voie normale la ligne Souk-Ahras - Tébessa, tout en modifiant son tracé là où c'est indispensable. Ce magnifique projet sera très long à mettre en place. En première étape, en 1922, la ligne est mise à voie normale simplement de Souk-Ahras à Oued- Keberit. Très sérieusement rectifiée, elle est raccourcie de quelques 4 km. Parallèlement, les CFAE constatent que le parc vapeur dont il ont

hérité du Bône - Guelma est devenu complètement obsolète et ils décident de le renouveler...



source:<http://guelma.piednoir.net/chroniques/debutconstrucfamars07.html>

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://ouedkeberit.canalblog.com/archives/2008/09/21/10659516.html>

3/ OPERATION K – OISEAU BLEU en Kabylie

En préparant l'ébauche de cette INFO j'ai découvert, hier, une information parue dans le journal « Liberté Algérie » (ndlr : lien ci-dessous) relative à la commémoration, en Algérie, du 58^e anniversaire de l'opération "oiseau bleu" en Kabylie. Mon intérêt a été saisi sur le fait que le général FAIVRE soit mentionné dans cet article :

Cliquez SVP sur ce lien : <http://www.liberte-algerie.com/culture/presentation-du-film-oiseau-bleu-l-histoire-secrete-d-une-guerre-a-l-occasion-de-la-commemoration-du-58e-anniversaire-de-l-operation-oiseau-bleu-en-kabylie-212061>

Après l'avoir contacté, j'apprends en retour que le commentaire du général n'a pas été retenu par le quotidien précité ni celui de Jean SERVIER également mentionné.

...Je vous propose la lecture des documents que le Général Faivre a bien voulu me retransmettre sur cette opération « K » :

De nombreux ouvrages et articles⁽¹⁾ ont évoqué l'affaire K (K comme Kabyle, à ne pas confondre avec l'affaire Kobus), que l'on a pris l'habitude d'appeler l'Oiseau bleu. Le but de cette mise au point historique est de préciser qui a lancé l'affaire, qui l'a organisée et suivie, et quelles en ont été les conséquences à court et moyen terme. Tout autre peut être l'intérêt de l'ethnologue qui s'intéresse aux réactions de la population locale, et qui garde toute sa pertinence à condition de ne pas éluder les données de l'histoire.

La recherche dans les archives ouvertes, et dans les ouvrages écrits avant l'ouverture des archives (1992), ne permet pas d'atteindre le résultat recherché, à savoir l'information sur les conditions du montage. Il faut recourir en effet aux archives des Services spéciaux, obtenues par dérogation, et aux documents de 1956, conservés par les acteurs principaux (notamment Jean Servier, à condition qu'il ait bien voulu les communiquer), pour comprendre le montage de cette affaire. Dans les *Annales* de janvier 2000, Jacques Frémeaux confirme cette analyse. Voici le résumé de l'affaire :

« Il y a quelque chose à faire sur le plan du berbérisme », aurait dit le Gouverneur Soustelle dans le courant de 1955. Henry Paul Eydoux, conseiller technique au cabinet du gouverneur, a alors l'idée **de créer un "maquis kabyle" qui serait opposé au FLN**. Il charge Gaston Pontal, Directeur de la DST, de monter l'affaire, qui est **habilement manipulée par l'inspecteur Ousmer**, proche des terroristes d'Alger (il sera condamné pour trahison en juillet 1957 et révoqué sans pension). 300 armes de guerre sont distribuées dans une dizaine de douars autour des Iflissen, en Kabylie maritime⁽²⁾, **à de faux maquisards qui sont pris en main par le FLN**. La DST se désintéresse alors de l'organisation K, qui est transférée en mai 1956 au Service de documentation de la 10^{ème} Région militaire, Service de renseignement opérationnel (SRO) en cours de mise sur pied par le colonel Parisot. Ce dernier charge le capitaine Hentic, assisté du lieutenant Camous, et disposant de deux sticks du 11^{ème} Choc, de suivre l'affaire et de régler la solde des maquisards (9 millions anciens par mois).

Arrivant à Alger en juin, l'ethnologue Jean Servier est mis au courant par le capitaine Benedetti du SRO. Deux amis kabyles lui signalent le **noyautage du faux maquis par un commissaire politique nommé Babou Lounès**. De leur côté, Hentic et Camous émettent de fortes réserves et **suspendent le paiement des soldes**. Servier met en garde les généraux Olié et Gouraud à Tizi Ouzou, et les autorités civiles et militaires d'Alger (le 12 août et le 6 septembre). Mais on ne le croit pas.

Le 1^{er} octobre, la 2^e compagnie du 15^e BCA, stationnée dans les Iflissen, et dont le capitaine entretient des relations (jugées suspectes par Servier) avec quelques membres de l'organisation K, est attirée dans une embuscade (2 tués, 6 blessés). On constate alors que 200 faux maquisards au moins ont rejoint la rébellion. *L'oiseau bleu s'est envolé*⁽³⁾, s'écrit Hentic (d'où le nom attribué à tort à l'affaire K). L'opération Djenad, montée par la 27^e DIA du 9 au 12 octobre dans la forêt d'Adrar, permet au **3^e RPC de Bigeard de mettre hors de combat 130 rebelles**.

Le dénouement de l'affaire K constitue un **grave échec pour les services de renseignement** et pour l'armée française, **moins grave sur le plan militaire**, que sur le plan psychologique. L'opération Jumelles en 1959 neutralisera les katibas de la wilaya 3, jusqu'à ce qu'elles renaissent en mai 1962. Dix ans plus tard, Madame Lacoste rapporte le souvenir douloureux qu'en a conservé la population des Iflissen.

⁽¹⁾ Les chiffres du JMO de la 27^{ème} DIA sont respectivement de 91 armes dont 14 de guerre,

⁽²⁾ Région "conquise" mais non ralliée en 1844, et où les administrateurs, et après eux les officiers SAS, observent des oppositions, parfois violentes, entre notables de la colonisation, nationalistes et berbéristes.

⁽³⁾ sans doute en référence à une chanson popularisée par Eddie Constantine en 1956.

Archives personnelles de Jean Servier⁽¹⁾

⁽¹⁾ Jean Servier, dans *Adieu Djebels*, décrit en 1958 cette affaire en baptisant Hentic et Camous *Béret rouge et Béret bleu*.

Note sur l'Organisation "K" (8 septembre 1956)

En 1946, une scission se produisit à l'intérieur du comité exécutif du P.P.A., dont certains membres kabyles se plaignaient d'être écartés des postes de direction parce qu'ils étaient kabyles.

Jusqu'en 1948 il y eut diverses tentatives de créer un mouvement "berbériste" : essai d'un P.P.K. (Parti populaire kabyle) sous l'inspiration de Mouloud Maameri, professeur au lycée de Ben-Aknoun, essai pas très poussé du reste d'une section kabyle du parti communiste algérien. Ces diverses tentatives ne réussirent guère à grouper qu'un petit nombre de jeunes instituteurs kabyles.

Il est difficile de préciser à la suite de quels contacts Monsieur Eydoux, conseiller technique au cabinet du Gouverneur général Soustelle et actuellement au Ministère de l'Intérieur, eut l'idée de mettre sur pied un maquis kabyle dont les chefs étaient les promoteurs des tentatives mentionnées plus haut. Il est difficile de préciser également les données sur lesquelles s'est appuyé Monsieur Pontal, alors directeur de la Police à Alger, pour établir les listes des membres actifs de ce maquis.

Pendant longtemps, le secret le plus absolu a entouré l'Organisation K. Le capitaine Benedetti, du S.R.O., a bien voulu m'en signaler l'existence dès mon arrivée à Alger en juin 1956. A mon arrivée en Kabylie, je pris connaissance des listes des membres actifs en même temps que j'entrais en relations avec le capitaine Hentic, que le colonel Parisot avait placé à la tête de l'organisation. Certains noms m'étaient familiers, d'autres me l'étaient moins. Après une brève enquête, je m'aperçus que nous étions en présence d'un regroupement armé et largement subventionné des éléments P.P.A. devenus M.T.L.D., et de certains communistes dissidents de Kabylie. Certains membres de cette organisation, comme le dénommé Babou Lounès, secrétaire du Centre municipal de Tala Tgana, douar Tamgout, sont soupçonnés d'appartenir au F.L.N. L'individu susnommé serait

commissaire politique du F.L.N. et aurait participé à l'assassinat des deux commerçants d'Azazga qui n'ont pas fait grève le 5 juillet.

De son côté, le capitaine Hentic m'a dit que son rôle se bornait à percevoir mensuellement une somme de neuf millions au cabinet du Ministre résidant et à remettre un certain nombre de chèques à deux des responsables de l'Organisation K, Zaïdi et Tahar. Jusqu'à présent, l'organisation K a abouti à la seule mise à mort d'un suspect : un gommier de la commune mixte de Port-Gueydon récemment passé au F.L.N. Ils revendiquent une seconde exécution, celle d'un officier du F.L.N. sans toutefois pouvoir en donner de preuve.

A l'heure actuelle, dans la région des Béni-Zmenzer, comme au douar Izarazen, l'organisation échappe complètement à tout contrôle. Certains de ses membres, arrêtés comme suspects au cours de rafles ou de perquisitions dans les villages, produisent aux officiers ou aux gendarmes un papier attestant leur appartenance à l'organisation K et invitant l'autorité militaire à prendre contact avec le Lieutenant-colonel Fauconnier, chef du 2^{ème} Bureau de la 27^e DIA.

Au douar Iflissen, la situation est sensiblement différente. Le capitaine X, commandant une compagnie du 15^e B.C.A. est entré en contact avec les membres de l'organisation de son douar; dont le responsable est un certain Thoumi du village d'Izer-en-salem. Cet officier a refusé jusqu'à ces derniers temps d'être secondé par un officier S.A.S. Ce faisant - peut-être par simple vanité - il appliquait strictement les directives du F.L.N. Ses supérieurs lui reprochent d'avoir appartenu au Parti communiste et d'entretenir encore à l'heure actuelle des rapports avec la section de Blida. Son départ demandé depuis fort longtemps interviendra peut-être en décembre.

Je suis entré en contact avec les responsables de l'Organisation que j'ai pu rencontrer : Zaïdi, Tahar et Thoumi. Les deux premiers sont connus à Alger - surtout Zaïdi- comme souteneurs. Ils expriment tous des ambitions politiques certaines. Dans l'immédiat, ils demandent que les terres de la Mitidja soient données aux membres de l'Organisation et souhaitent remplacer peu à peu le F.L.N.

Babou Lounès avait réussi à persuader le capitaine Hentic d'installer un camp d'entraînement en même temps qu'un poste de combat non loin du village de Tala Tgana. Il est certain que bien que l'entraînement des terroristes se soit amélioré, leurs méthodes restent primitives. Eux-mêmes s'en rendent compte. De nombreux documents saisis l'attestent. Il y aurait donc un danger certain à enseigner les méthodes de combat de nos commandos à des éléments dont personne ne peut répondre.

Le capitaine Hentic voulait tester son organisation en l'emmenant combattre sur un terrain d'opérations extérieur à la Kabylie, les Aurès-Nementchas ou la région de Tlemcen. Il estimait à juste raison nécessaire, pour pouvoir tenter cette expérience, de disposer d'un commando français bien entraîné. Les différentes vicissitudes dont on retrouve trace dans ses notes, dues surtout à la lenteur administrative de l'Armée, l'en ont empêché.

De son côté, le colonel Parizot, inquiet de la tournure que prenaient les événements, essaie de se débarrasser de l'Organisation K en en confiant la direction à la 27^e D.I.A. Le Lieutenant-colonel Fauconnier semble heureux de cette solution. Deux faits nouveaux viennent de se passer qui, à mon sens, compromettent grandement l'avenir :

Les deux responsables Zaïdi et Tahar ont été victimes d'un inexplicable accident d'auto sur la route de Maison Carrée et souhaitent se faire hospitaliser en France. Le capitaine Hentic atteint d'une phlébite risque d'être contraint à l'immobilité pendant six mois. Je pense que privé de ces éléments, il sera impossible au Lieutenant-colonel Fauconnier de prendre en mains l'Organisation K, même s'il avait une longue habitude de la Kabylie et des Kabyles, ce qui n'est pas le cas.

Au mois de juillet le général Olié a bien voulu me demander mon avis sur l'Organisation K. Je lui ai donné le 12 août les raisons que j'avais de mettre en doute les buts cachés et la valeur morale des responsables et des hommes de cette organisation.

Le 6 septembre, le général Olié m'a montré un rapport du lieutenant-colonel Fauconnier qui demandait le maintien de l'organisation sous sa forme actuelle. Il a bien voulu à nouveau me demander mon avis. Je lui ai répondu ce qui suit :

« Au fur et à mesure de l'implantation des troupes françaises, les membres de l'Organisation K doivent se présenter au commandant de secteur et au commandant d'unité, et sortant de la clandestinité, demander à combattre comme suppléants aux côtés des troupes françaises, ou à participer à la défense des villages avec des cadres français, ou à rendre leurs armes et à reprendre leurs occupations. En aucun cas nous ne pouvons admettre la constitution d'un mouvement politique tout aussi nationaliste que le F.L.N., encore moins devons-nous en assurer l'armement et le financement ».

Dans l'état actuel des choses, avec le retrait des éléments du 11^e Choc, pour le 31 Octobre, du commando français chargé d'encadrer l'Organisation, j'estime imprudent de laisser survivre une organisation clandestine

dont les membres sont aujourd'hui au nombre de 1.300 et ont à l'égard des troupes une attitude équivoque. Rien ne peut être entrepris en Kabylie tant que cette lourde hypothèque n'a pas été levée. Non seulement en supprimant à l'organisation sa subvention, ce qui est facile, mais encore en la désarmant et en supprimant la cellule terroriste qui s'y est glissée.

X

Suit un compte-rendu du capitaine Hentic, faisant la chronologie de l'Organisation "K" depuis janvier 1956, et concluant :

-Août - TED non exécuté. Le 20 Août, au prix de nombreuses difficultés, perception de 2 camionnettes 203 - 2 tentes 8 places.

-Poursuite de l'instruction et premières opérations avec les éléments en place. Résultats satisfaisants.

-La 2ème phase : prise en mains des éléments autochtones est envisagée pour le 1er septembre.

-28 août : retrait du détachement du 11^{ème} Bataillon de Choc.

Bilan à ce jour :

Personnel : 1 officier - capitaine Hentic - 3 sous-officiers

Matériel : 2 camionnettes 203

Locaux : 1 villa pour P.C. et locaux administratifs - aucun logement

Pour le reste : néant.

Camille LACOSTE -DUJARDIN. Opération Oiseau bleu

Des kabyles, des ethnologues et la guerre d'Algérie

[La découverte. 1997. 308 pages. 175 F]

Ce livre voudrait relater une tentative de 3^{ème} force en Kabylie maritime, montée en 1956 par la Sûreté nationale, avec des partisans affiliés au PPA et au PCA, et confiés à des militaires trop confiants du 15^{ème} BCA. Le résultat est sans surprise : 300 armes distribuées sans contrôle passent au FLN, une embuscade tue deux chasseurs alpins le 1er octobre, une opération montée dix jours plus tard avec 10 bataillons dont le 3^{ème} RPC de Bigeard élimine 110 rebelles et récupère 133 armes (mais seulement 31 fusils de guerre) (1).

Expulsée d'Algérie en 1955, l'auteur a passé plusieurs mois dans le douar (tribu) des Iflissen entre 1969 et 1992. Son étude repose sur une connaissance approfondie de leurs moeurs et coutumes, et de la fabrication antique des yatagans. Sur le plan historique, après une recherche incomplète dans les archives militaires (elle n'a pas connaissance des rapports secrets rédigés sur cette affaire, qui ne s'appelle pas Oiseau bleu), elle privilégie la thèse du FLN, ignore ce qui s'est passé dans les douars voisins et dans les années qui ont suivi, et règle à longueur de pages une querelle d'ethnologues avec Jean Servier (qui a refusé de répondre à ses questions).

Cette histoire sera reprise par le rédacteur dans un prochain article de *Guerres mondiales et conflits contemporains*.

Maurice Faivre

(¹) l'orthographe des noms propres a été respectée. Les noms des personnes dont l'honneur et la sécurité pourraient être mises en cause sont laissés en blanc.

4/ Sommet Algérie-France : quand l'économie éclipse la mémoire

<http://www.tsa-algerie.com/actualite/item/3250-sommet-algerie-france-quand-l-economie-eclipse-la-memoire>

C'est **Benjamin Stora**, considéré comme un des meilleurs observateurs de l'histoire entre les deux pays, qui le constatait hier soir sur le site du Figaro : « **Les relations se sont beaucoup réchauffées, notamment depuis le**

discours de François Hollande le 20 décembre 2012, dans lequel il avait évoqué la question des "exactions de la colonisation".

C'était une façon de regarder cette période historique, sans vouloir heurter les groupes marqués par cette guerre en France, tels que les Pieds-noirs ou les Harkis, toujours pris dans les blessures de cette histoire ».

Depuis cette déclaration du président français, les demandes mémorielles côté algérien semblent avoir laissé place à des questions plus économiques et politiques, même si au début de sa visite à Alger, le Premier ministre français, Jean-Marc Ayrault, a observé une minute de recueillement au mémorial des Martyrs. Il ne s'est pas prononcé publiquement sur ces questions mémorielles, au-delà des propos tenus dans l'entretien accordé à El Khabar, El Watan et TSA, par lesquels il citait le président Hollande qui « a reconnu que, pour se développer, notre amitié devait s'appuyer sur le socle de la vérité. Et cette vérité, elle a été dite avec force et avec des mots jamais utilisés. Cette vérité ouvre la voie à la paix des mémoires. Elle permet aussi de prendre conscience de tout ce qui nous réunit et de construire l'avenir ».

A Paris, on espère que la question des vérités tragiques et la guerre des mémoires est derrière nous. Benjamin Stora, en historien prudent, se refuse pourtant de dire que la page de la guerre entre les deux pays a été tournée : « Les questions mémorielles sont pour l'instant mises de côté. C'est cela le geste politique fondamental des Algériens. Cela ne veut pas dire que ces questions n'existent plus. Mais pour l'instant, les groupes qui les portent en France et en Algérie (anciens combattants, familles de "martyrs"...), qui n'ont pas cessé de se manifester, ne sont, de manière provisoire, plus sur le devant de la scène ».

Le Premier ministre français a, de son côté, rappelé dans son entretien ne « rien oublier des blessures et des injustices en poursuivant le travail de mémoire ». Et de se réjouir que le dialogue sur les archives ait repris, « avec plusieurs réunions d'un groupe de travail, à Alger et à Paris, qui se retrouvera à nouveau en janvier prochain. »

Enfin, Jean-Marc Ayrault a annoncé qu'en « 2014, les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale et du soixante-dixième anniversaire de la Libération seront aussi l'occasion d'honorer la mémoire des combattants algériens ».

Par ces promesses, le Premier ministre français a su se prémunir contre des demandes de repentances réitérées par certaines franges de la société algérienne. Il peut également remercier les autorités algériennes d'avoir respecté la dimension purement économique de cette rencontre entre les deux délégations. Il ne sera pas dit que sa visite à Alger pouvait revêtir une quelconque dimension polémique.



NDLR : Bien sûr qu'il faut honorer la mémoire des combattants algériens mais aussi celle des pieds-noirs qui étaient avec eux. Pour Info voici quelques chiffres (Source général Faivre) :

- **Mobilisés** : 73 à 93.000 FSE soit 11% de la population et 176.000 FMA soit 3,6% + 99.000 Marocains et Tunisiens;
- **Tués au combat** : 12 à 22.000 FSE = 16% - 26.150 FMA soit 15% et 9.750 Marocains-Tunisiens.

Nota : FSE : français de souche européenne ; FMA : français musulmans algériens

5/ Le Sénateur Mohammed El Aziz KESSOUS (du 11 juin au 7 novembre 1948)

Né à la Calle le 25 juin 1903, mort à Paris en 1965. Journaliste et militant « jeune algérien », intermédiaire entre la gauche française et le nationalisme algérien.



Il fait ses études au lycée Luciani de Philippeville, il était le condisciple de Ferhat Abbas, le premier président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), avec qui il restera attaché par des liens étroits jusqu'en 1956.

Mohammed el Aziz Kessous est issu d'une famille de la bourgeoisie commerçante du port de Collo et passée au service de l'Administration (son père fut khodja de commune mixte, puis caïd, ses oncles, interprètes judiciaires), laquelle fournit plusieurs diplômés de l'Université française (notamment ses cousins : Ahmed Kessous, membre fondateur de l'AEMNAF à Paris en 1927, et le docteur Youssef Kessous, député de Constantine en 1951 et 1952). Boursier, condisciple de Ferhat Abbas au collège de Sétif, il fit partie de la cinquantaine d'élèves musulmans que le **gouverneur Jonnart envoya terminer leur scolarité en France en novembre 1918**. Sorti du lycée d'Arles, il fit des études de droit à l'université d'Alger, puis à celle de Paris. À Alger, en tant que secrétaire général de l'Amicale des étudiants musulmans de l'Afrique du Nord (AEMAN) pour 1923-24, il contribua à la rapprocher de l'AGEA (dont la revue *Alger-étudiants* publia plusieurs de ses nouvelles en 1924 et 1925). Après ses études, il se consacra au journalisme, tout en travaillant dans l'enseignement.

Attiré par la gauche française, il adhéra en 1931 à la SFIO et y resta jusqu'en 1940 ; il la rejoignit en septembre 1943 pour y rester jusqu'en août 1946. En même temps, il mit son talent de journaliste au service des **revendications indigènes**, comme responsable de la presse à la Fédération des élus musulmans du département de Constantine. En février-mars 1935, il écrivit et publia une brochure : *La vérité sur le malaise algérien* (préface du docteur Bendjelloul), dans laquelle il **niait l'existence du nationalisme** et soutenait la **proposition de loi Violette**. En août 1935, il participa en tant que rédacteur en chef au lancement de *L'Entente franco-musulmane*, organe de la Fédération des élus créé par le docteur Bendjelloul pour supplanter *la voix indigène* de R. Zénati. Puis il céda son poste à Ferhat Abbas, pour collaborer à *Oran républicain* de 1936 à 1940.

En 1943, il **aida Ferhat Abbas dans la rédaction du Manifeste du peuple algérien**. Cependant, revenu à la SFIO en septembre 1943, il en présenta les propositions à la commission des réformes musulmanes en janvier 1944. Mais, en septembre 1944, il rejoignit Abbas pour créer l'organe des AML, *Égalité*, dont il fut le rédacteur en chef jusqu'à son interdiction en mai 1945. Bien que l'Administration eût alors espéré le détacher d'Abbas, il aida celui-ci à faire reparaître *Égalité* en août 1946.

Le 11 juin 1948 Mohamed El Aziz Kessous est élu par l'Assemblée nationale pour succéder au Conseil de la République à El-Hadi Mostefaï, démissionnaire, et y siéger aux côtés d'Ahmed Boumendjel, Ahmed Tahar et Ahmed Yahia, déjà élus, également sous l'étiquette de l'Union démocratique pour le Manifeste algérien (UDMA). Le mandat de Mohamed El Aziz Kessous **sera de courte durée** car lors des élections au Conseil de la République du 7 novembre 1948, il ne se représente pas : **Mostefai est en effet de nouveau candidat et élu**.

A la fin de son mandat, il se retira à Biskra où il travailla comme enseignant et s'éloigna de la politique active, à cause de divergences personnelles et pour raisons de santé. Il est destinataire de la lettre écrite à un militant algérien par Albert Camus. Cette lettre est parue dans le premier numéro de ce journal, le 1^{er} octobre 1955, publiée ensuite dans le livre *Actuelles III*, en 1958.

Néanmoins, en 1955, il assumait le secrétariat général et le service de presse de la délégation des élus musulmans (groupe des « 61 »). A ce titre, il créa le bimensuel *Communauté algérienne* dont il publia 17 numéros du 1^{er} octobre 1955 au 10 août 1956 : il y donna la parole à toutes les tendances, et **s'efforça vainement**

d'empêcher la rupture entre les Algériens et les Français. Incompris des « ultras » qui plastiquèrent son journal, il eut des relations suivies avec le FLN, qui respectait son désintéressement.

En 1957, Souffrant de tuberculose pulmonaire, il quitte l'Algérie pour se soigner en France où il meurt le 13 mai 1965. Il partage avec Camus l'idéal du « vivre ensemble », il ne cessa de défendre depuis 1943 le projet d'une République algérienne laïque, respectueuse de toutes les diversités, avec des citoyens égaux en droit.

Il est inhumé au cimetière musulman de Bobigny.

6/ France-Algérie: la vérité de l'Histoire pour une mémoire apaisée (Auteurs B Coll et T Titraoui)

Un an après François Hollande, Jean-Marc Ayrault est arrivé dimanche 15 décembre au soir en Algérie pour une visite officielle de deux jours. En décembre 2012, le président de la République avait engagé la relance des relations entre les deux pays. Le Premier ministre français est venu voir comment faire encore progresser la relation bilatérale. Cette visite, qui est l'occasion du premier "Comité Intergouvernemental de Haut Niveau" (Cihn) promis par François Hollande à son homologue, Abdelaziz Bouteflika, est suivie avec attention par les trois millions de Français rapatriés et leurs descendants.

[Extrait...]

Pas de mémoire apaisée sans vérité de l'Histoire

Car depuis les massacres du 19 mars 1962 et la violation permanente par les dirigeants français et algériens des "accords d'Evian", un voile pudique a été jeté par les deux États sur la question des droits de l'Homme en Algérie. Sans ces massacres programmés par le gouvernement français, au nom de la "raison d'Etat", annoncés de façon prémonitoire par leur auteur, le général De Gaulle, dans sa conférence de presse du 23 octobre 1958 : "Quelle hécatombe connaîtrait l'Algérie si nous étions assez stupides et lâches pour l'abandonner", l'Algérie algérienne n'aurait pas pu exister.

Un crime d'Etat estimé par Jean Lacouture pour les harkis à "cent mille personnes mortes par notre faute" (*Télérama*, 13 septembre 1991). Crime reconnu par Jean Daniel: "De Gaulle a abandonné les harkis : c'est son crime, et le nôtre" (*Le Nouvel Observateur*, 17 septembre 2009). Auquel s'ajoutent les milliers de disparus "pieds-noirs" et soldats métropolitains, puis les victimes des multiples purges algériennes depuis 1963, les 200.000 Algériens victimes de la "sale guerre" des années 90, dont 20.000 "disparus".

Une vérité historique incontestée, parce qu'incontestable, qui est un terrain difficile pour le premier ministre français attendu par des ONG, dont la Fédération internationale des droits de l'Homme (Fidh) et le Collectif des familles de disparus "algériens" en Algérie (Cfda), qui lui demandent d'aborder aussi cet aspect avec les autorités algériennes.

En 2012, François Hollande avait centré ses discours sur la volonté de la France d'avoir une relation "apaisée" avec le gouvernement algérien. Le Premier ministre annonce vouloir cultiver cette relation "apaisée" avec l'Algérie. Pour cela, comme François Hollande, J-M Ayrault a débuté son déplacement par une visite au Mémorial du martyr érigé en mémoire des combattants algériens tombés pour l'indépendance du pays. Un geste qui s'inscrit dans la continuité de la visite de François Hollande qui avait reconnu "les souffrances (...) infligées au peuple algérien" par 132 ans de colonisation.

Les Français "rapatriés", créateurs de l'Algérie moderne, ne peuvent accepter ce discours mensonger d'autoflagellation permanente des gouvernements français depuis 1962. Un discours unilatéral construit sur "l'oubli" des souffrances des Harkis, Pieds-Noirs et Anciens Combattants sacrifiés depuis 1962 à la raison d'État politico-économique.

Cliquez SVP sur ce lien pour lire l'article dans son intégralité : http://www.huffingtonpost.fr/bernard-coll/france-algerie-verite-histoire_b_4458110.html?utm_hp_ref=france

7/ Moines de Tibhirine : Lamamra souligne la volonté souveraine de l'Algérie à promouvoir la vérité

L'affaire des moines de Tibhirine, assassinés en mai 1996 par le GIA, alors dirigé par l'émir Djamal Zitouni, s'est invitée dans la visite du **premier ministre français à Alger, Jean marc Ayrault**. C'est le ministre algérien des affaires étrangères Lamamra qui répondait à une question de la chaîne de télévision "France 24" en exprimant la

volonté de l'Algérie "de promouvoir la vérité" sur les pertes des vies humaines survenues durant la période du terrorisme qui a touché le pays.

Le chef de la diplomatie algérienne a convenu qu' "il y a bien des familles qui ont vécu de terribles épreuves" durant cette période, ajoutant qu' "avec le processus de réconciliation nationale et d'apaisement engagé en Algérie, il existe une volonté de promouvoir la vérité sur toutes les pertes enregistrées"

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.algerie360.com/algerie/moines-de-tibhirine-lamamra-souligne-la-volonte-souveraine-de-l%E2%80%99algerie-a-promouvoir-la-verite/>

8/ Albert Camus : l'homme réinterprété (Source Mr Jean Monneret)

Les convictions politiques d'Albert Camus rentrent malaisément dans les schémas partisans habituels : se déclarant homme de gauche, il n'a pas hésité à critiquer son camp et ce dernier lui a bien rendu via Sartre et sa revue *Les Temps Modernes* comme à l'occasion de la parution de *L'Homme révolté*. Pour autant, il n'a jamais rejoint la droite même si ses prises de position, puis son silence, **sur la guerre d'Algérie ont été à l'origine de bien des interprétations mais aussi d'ambiguïtés**. De même, son attachement viscéral à la liberté a conduit aussi bien des libertaires, tendance anarchiste, que des libéraux à se réclamer de lui. Paradoxalement, cette popularité de Camus dans des cercles politiques différents et bien souvent antagonistes explique vraisemblablement, bien que partiellement, le relatif silence qui a entouré le centenaire de sa naissance. Entre l'absence de panthéonisation à la demande de ses descendants **et l'affaire de l'exposition à Aix-en-Provence**, l'on pourrait quasiment parler d'une commémoration qui n'a pas eu lieu. Le personnage d'Albert Camus, prix Nobel de littérature, semble au premier abord pourtant beaucoup plus consensuel qu'un Louis-Ferdinand Céline, dont la célébration fut interdite explicitement...



Trois ouvrages récents, écrits par quatre auteurs situés sur des cases différentes de l'échiquier politique, permettent de nous éclairer sur les luttes mémorielles et politiques dont fait encore l'objet Albert Camus, plus de quarante ans après son décès dans un accident de voiture. Ils incarnent tous les trois une tendance. *Camus brûlant*, écrit conjointement par **Benjamin Stora et Jean-Baptiste Périé**, respectivement historien de l'Algérie et documentariste, revient sur l'affaire de l'exposition d'Aix-en-Provence, dont le commissariat leur avait été confié, et plus généralement sur les récupérations politiques de l'écrivain. *Camus au Panthéon*, d'**Henri Guaino**, aujourd'hui député des Yvelines mais avant tout connu comme la plume et le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy durant sa mandature, propose un portrait et un discours qui aurait pu avoir lieu lors de son entrée au Panthéon. *Camus et le terrorisme*, de l'historien **Jean Monneret se penche sur l'attitude** d'Albert Camus face à la violence en général et le terrorisme en particulier.

Un Camus de gauche....

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : http://www.nonfiction.fr/article-6827-albert_camus_l%27homme_reinterprete.htm

EPILOGUE EL KOUIF

NOSTALGERIE :

SUPER-BESSE ■ Les anciens du village minier algérien se sont retrouvés 45 ans après et sur un autre continent



ANCIENS DES PHOSPHATES. Les « Kouifiennes » et les « Kouifiens » tout à la joie de leurs retrouvailles 45 ans après.

Au village de vacances Le Chambourguet à Super-Besse, 125 anciens de la localité minière algérienne du Kouif se sont retrouvés 45 ans après la fermeture de la mine de phosphate. La plupart des

protagonistes qui se retrouvaient là ne s'étaient pas vus depuis 1962, année de l'indépendance algérienne ! On devine la joie et l'émotion qui présidaient à ces retrouvailles. L'âge des participants,

s'échelonnait entre 56 à 90 ans. Certains étaient encore enfants lorsqu'ils avaient quitté Le Kouif. Guy d'Ennetières, l'un de ces « Kouifiens », a cherché, il y a trois ans, à créer une amicale.

Il a retrouvé patiemment les adresses des familles et la plupart ont manifesté le désir d'une séance de retrouvailles. Elle s'est donc effectuée dans le Massif central (c'est plus central). Et à Super-Besse, un joli coin d'Auvergne..

BONNE JOURNÉE A TOUS.

Jean-Claude Rosso

